
















CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

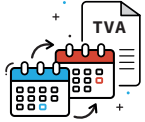





	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
Répondre aux besoins de liquidités immédiats				
	Aide financière non remboursable	Accorder une aide directe d'un montant de 5.000 euros aux entreprises ≤ à 9 salariés, obligées de cesser leur activité suite au règlement modifié du 18 mars 2020	Direction générale des classes moyennes	Micro-entreprises
	Subvention en capital sous forme d'avance	Accorder une aide financière d'un montant max. de 500.000 euros sous forme d'avance remboursable pour couvrir les frais de fonctionnement	Direction générale des classes moyennes Ministère de l'Economie	Secteurs de l'artisanat et du commerce : indépendants, PME, grandes entreprises
	Moratoire accordé par certaines banques sur le remboursement des prêts existants	Reporter le remboursement des crédits pour permettre de mieux faire face aux difficultés de trésorerie	Ministère des Finances Différentes institutions financières	Indépendants PME Grandes entreprises
	Assouplissement des conditions de remboursement des prêts et crédits SNCI	Suspendre le remboursement de capital aux échéances 31 mars et 30 juin pour prêts directs et indirects	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME Grandes entreprises
	Remboursement anticipé de la TVA	Subvenir aux besoins de liquidités par un remboursement anticipé des soldes créditeurs TVA en dessous de 10.000 euros	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)	Indépendants PME
	Versement d'une avance sur les indemnités du congé pour raisons familiales extraordinaire	Avancer une partie du remboursement des salaires que les employeurs doivent continuer à payer aux parents concernés	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), Mutualité des Employeurs, Caisse nationale de santé (CNS)	TPE (y inclus employeurs en nom personnel pour leurs salariés), PME, grandes entreprises
Faciliter le financement bancaire				
	Régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires sur une durée max. de 6 ans pour PME et grandes entreprises	Garantir de nouvelles lignes de crédit bancaire pour lesquelles l'Etat se porte garant à hauteur de 85% pour une enveloppe totale de 2,5 mia d'euros	Ministère des Finances Ministère de l'Economie	PME Grandes entreprises
	« Financement Spécial Anti Crise - FSAC » via la banque de l'entreprise et la SNCI	Couvrir des besoins de financement en relation avec la crise actuelle via des prêts indirects d'un montant entre 12.500 et 16 mio euros	Banques de l'entreprise ensemble avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME Grandes entreprises

CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
(suite)				
	Financement sur 5 ans en faveur de la mutualité des P.M.E. et de la mutualité de cautionnement	Permettre aux mutualités des chambres professionnelles d'élargir les garanties fournies aux PME	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME
	« Garanties* PME » en collaboration avec les banques actives dans le financement des entreprises	Mettre à disposition des garanties pour l'obtention par les PME de nouvelles lignes de fonds de roulement auprès des banques	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME
Maintenir l'emploi				
	Chômage partiel pour cas de force majeure	Eviter des licenciements par une prise en charge par l'Etat de l'indemnité de compensation à hauteur de 80% des salaires selon une procédure accélérée permettant le versement d'avances	Ministère de l'Economie Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Salariés PME Grandes entreprises asbl
Promouvoir le travail à distance				
	Imposition modifiée du télétravail pour les salariés frontaliers belges et français	Permettre aux frontaliers de travailler pendant la crise depuis leur domicile sans que la rémunération afférente ne soit imposée dans leur pays d'origine	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
Étaler les paiements liés aux échéances fiscales pour pallier aux besoins de liquidité				
	Annulation des avances fiscales des deux premiers trimestres 2020	Accorder d'office les demandes d'annulation des avances en matière d'impôt pour les 2 premiers trimestres de 2020. Sont visés l'impôt sur le revenu (des collectivités) et l'impôt commercial communal	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
	Délai de paiement d'échéances fiscales de 4 mois	Accorder d'office les demandes de report du paiement (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
	Report de la remise des déclarations d'impôt	Fixer la date-limite pour la remise des déclarations d'impôt pour les personnes morales et physiques au 30 juin 2020	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises Personnes physiques

*Sous réserve de l'accord du régulateur

CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
(suite)				
	Dépassement de la date-limite de dépôt pour les déclarations de TVA	Renoncer à des sanctions administratives en cas de dépassement de la date-limite de dépôt des déclarations de TVA, la TABO, les déclarations de succession et les actes notariés et d'huissier	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)	Indépendants PME Grandes entreprises
Bénéficiaire de la tolérance administrative au niveau des cotisations sociales				
	Flexibilité accrue pour le paiement des cotisations sociales	Offrir une souplesse en matière de la gestion de la trésorerie et du paiement des cotisations sociales	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)	Indépendants TPE PME Grandes entreprises
Bénéficiaire des mesures d'aide à l'exportation pour soutenir les entreprises exportatrices				
	Renforcement des mesures d'aide à l'exportation et au développement à l'international	Soutenir davantage les entreprises qui exportent et qui font de la prospection à l'international, y compris vers les marchés touchés par le coronavirus	Office du Ducroire (ODL)	Certaines professions libérales Micro-entreprises PME Grandes entreprises
Protéger juridiquement l'entreprise en difficulté				
	Suspension de l'obligation d'effectuer l'aveu de cessation de paiement entraînant la faillite	Dispenser l'entreprise de l'obligation d'effectuer l'aveu de faillite lorsqu'elle ne dispose pas de liquidités suffisantes	Ministère de la Justice	Commerçants Sociétés commerciales
	Suspension de l'exécution forcée des déguerpissements ordonnés pour les baux à usage d'habitation ainsi que ceux ordonnés en matière de bail commercial	Protéger les locataires pendant la période de crise de l'exécution forcée immédiate du déguerpissement	Ministère de la Justice	Tous les locataires bénéficiaires d'un bail commercial
Soutenir le secteur culturel				
	Mesures de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et salariés du secteur culturel	Accorder des mesures sociales supplémentaires, garantir des subsides pour des projets annulés et accorder le chômage partiel aux salariés du secteur	Ministère de la Culture	Artistes professionnels indépendants, intermittents du spectacle et salariés du secteur culturel

CORONAVIRUS COVID-19 PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

4 OBJECTIFS



Répondre aux besoins
de liquidités immédiats



Faire face aux difficultés
de trésorerie



Faciliter les emprunts
des entreprises via un
soutien étatique



Maintien
de l'emploi

8 NOUVELLES MESURES



Aide financière
non remboursable



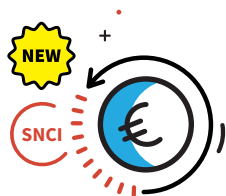
Subvention en capital
sous forme d'avance



Moratoire accordé
par certaines banques sur
le remboursement des
prêts existants



Régime de garantie
étatique pour de
nouveaux crédits
bancaires sur une durée
max. de 6 ans pour PME
et grandes entreprises



Assouplissement
des conditions de
remboursement des
prêts et crédits SNCI



« Garanties* PME » en
collaboration avec les
banques actives dans
le financement des
entreprises



Financement sur 5 ans en
faveur de la mutualité des
P.M.E. et de la mutualité
de cautionnement



« Financement Spécial
Anti Crise - FSAC » via la
banque de l'entreprise et
la SNCI





Demande pour l'obtention d'une aide financière d'urgence pour très petites entreprises et indépendants dans le cadre de la crise du Covid-19



Précision importante : Cette demande doit obligatoirement être remplie de manière dactylographiée et être signée à la main !

La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](https://www.adobe.com/acrobat/reader-main.html).

Vos droits concernant vos données personnelles :

Les informations qui vous concernent recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement par l'administration concernée afin de mener à bien votre demande.

Ces informations sont conservées pour la durée nécessaire par l'administration à la réalisation de la finalité du traitement.

Les destinataires de vos données sont les administrations compétentes dans le cadre du traitement de votre demande. Veuillez-vous adresser à l'administration concernée par votre demande pour connaître les destinataires des données figurant sur ce formulaire.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant. Vous disposez également du droit de retirer votre consentement à tout moment.

En outre et excepté le cas où le traitement de vos données présente un caractère obligatoire, vous pouvez, pour des motifs légitimes, vous y opposer.

Si vous souhaitez exercer ces droits et/ou obtenir communication de vos informations, veuillez-vous adresser à la **Direction générale des classes moyennes du Ministère de l'Économie**. Dans le cas où les coordonnées du service responsable ne sont pas indiquées, vous avez la possibilité de vous adresser au délégué à la protection des données de la **Direction générale des classes moyennes du Ministère de l'Économie**. Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

1. Saisie

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Informations entreprise / indépendant

Nom de l'entreprise (s'il s'agit d'une exploitation en nom propre, prière de renseigner le nom et le prénom)* :

Forme juridique (ex : exploitation en nom propre, sàrl, société anonyme etc.)* :

Numéro d'identification national de l'entreprise (matricule de l'indépendant, le cas échéant)* :

Numéro de l'autorisation d'établissement valable* :

(délivrée par la Direction générale des Classes moyennes)

Activité* :

Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise* :

(personne sur laquelle repose l'autorisation d'établissement)

Prénom de la personne habilitée à engager l'entreprise* :

Adresse mail de la personne habilitée à engager l'entreprise* :

Numéro de téléphone de la personne habilitée à engager l'entreprise* :

Adresse de correspondance (durant la période de crise Covid-19)

Rue, N°* :

Code postal* :

Localité* :

Coordonnées bancaires (Titulaire de compte et demandeur doivent obligatoirement être identiques)

IBAN LU* :

Code BIC* :

Titulaire du compte* :



2. Eligibilité

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Est-ce que votre entreprise a été obligée d'interrompre ses activités suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ?*

Oui Non

Nombre de salariés en ETP (emplois temps-plein)* :

(le cas échéant, y compris l'indépendant / si plusieurs entreprises forment un même groupe, indiquer le nombre de salariés total du groupe / s'il s'agit d'une entreprise unique, indiquer le nombre de salariés de cette entreprise unique)

Chiffre d'affaires annuel du dernier exercice* :

3. Pièces à joindre

- Relevé d'identité bancaire

4. Déclaration sur l'honneur

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Je soussigné,

Nom / Prénom* :

atteste sur l'honneur que toutes les informations fournies dans ce formulaire de demande sont correctes. Je déclare également être en conformité avec toutes les dispositions suivantes :

- Aucune contravention aux mesures du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 n'a été constatée à mon égard, respectivement à l'égard de l'entreprise demanderesse ;
- Au cas où je suis le bénéficiaire économique de plusieurs entreprises, je m'engage à n'introduire une demande d'aide que pour une seule entreprise. Par ailleurs, j'atteste que le nombre total des employés de l'entreprise unique (groupe) n'excède pas un total de 9 (en ETP / emplois temps-plein).
- Aucune condamnation visée à l'article 8, paragraphe 4, de la loi applicable, relative au travail clandestin n'a été constatée à mon égard, respectivement à l'égard de l'entreprise demanderesse ;
- J'accepte que l'aide soit publiée sur un site Internet dédié à la transparence ;
- Je suis conscient que le fait d'avancer de fausses déclarations dans le cadre de cette demande m'expose à d'éventuelles sanctions.

En cochant cette case, j'autorise la Direction générale des classes moyennes à accéder directement aux fichiers du Centre Commun de la Sécurité Sociale, de l'Administration des Contributions Directes et de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.*

5. Signature

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Fait à :

Signature* :

le :